

politique économique nationale visant les échanges: ce "traitement Nixon", qui avait véritablement traumatisé les décideurs canadiens, a subséquemment renforcé la détermination du Canada de consolider son emprise sur son économie.

Mais c'est en gardant à l'esprit la coopération traditionnelle entre nos deux pays que je vous parlerai d'une série de préoccupations américaines, dont certaines ont récemment incité des représentants des États-Unis à exprimer publiquement leur surprise devant ce qu'ils appellent les politiques nationalistes et myopes du Canada. J'espère pouvoir, dans les quelques prochaines minutes, contribuer à atténuer cet état de choc apparent.

Il est évident que des éléments importants du secteur privé, du Congrès et de l'Administration des États-Unis perçoivent un changement troublant dans les politiques économiques canadiennes. Outre les mots "nationaliste" et "myope", les termes "interventionniste", "restrictive" et "discriminatoire" sont le plus souvent utilisés pour caractériser cette réorientation supposément subite de notre politique. Si l'on en croit du moins certains Américains influents, on ne "reconnaît" plus ce Canada qu'on croyait pourtant connaître.

Outre ces préoccupations généralisées dans certains milieux, on nous reproche aussi plus particulièrement - et ce, surtout du côté des grandes sociétés - d'avoir modifié "les règles du jeu" au Canada, ce qui revient à un traitement injuste. Les sociétés en cause n'ont pas hésité à prendre des mesures conséquentes à leurs convictions et à tenter de rallier des appuis, souvent auprès de leurs amis au Congrès.

Ce niveau de panique est injustifié, mais il est jusqu'à un certain point compréhensible puisque les enjeux commerciaux et économiques sont élevés. En effet, plus de 21 % des investissements étrangers directs des États-Unis se situent au Canada; selon les dernières données disponibles, cela représenterait plus de 38 milliards de dollars. L'enjeu est donc élevé. Mais il vous faut savoir qu'il y a aussi un revers à la médaille. En 1980, les échanges entre nos deux pays se sont chiffrés à quelque 90 milliards de dollars, soit le plus fort volume entre deux pays donnés. Le fait est que ni l'une ni l'autre partie ne veut compromettre des liens économiques aussi importants.

La connaissance des faits est la clé du maintien de l'intégrité des relations. J'aimerais que les Américains soient davantage renseignés sur les réalités canadiennes. De la sorte, ils en viendraient à reconnaître que ces réalités ne menacent pas les intérêts américains, mais sont le signe d'un pays en train de se renforcer, non aux dépens des autres, et d'une façon qui en fera un voisin et un allié plus sûr pour ce pays.